

Mais que veut vraiment Kevin Warsh ?

Synthèse

Donald Trump souhaite nommer Kevin Warsh à la tête de la Réserve Fédérale. Ce choix était attendu du fait de la proximité et de la connivence entre les deux hommes. Cependant, la politique monétaire souhaitée par Kevin Warsh demeure incertaine. D'un côté, il a longtemps été considéré comme un « faucon », partisan d'une politique monétaire restrictive afin de lutter contre l'inflation. Plus récemment, il a opéré un virage à 180 degrés et prône, comme Donald Trump, une forte baisse des taux. A-t-il fondamentalement changé d'avis ? Ou s'agit-il d'un changement opportuniste pour complaire à Donald Trump, quitte à miner l'indépendance et la crédibilité de la banque centrale ?

1. Kevin Warsh, de « faucon » à « colombe »

Kevin Warsh est bien connu du monde financier. Successivement banquier puis membre du conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale de 2006 à 2011, il avait été pressenti pour prendre la tête de l'institution en 2017. Républicain, il a connu Donald Trump par l'intermédiaire de sa belle-famille, les Lauder¹. Il est en effet le mari de Jane Lauder, petite fille d'Estée Lauder, qui a fait fortune dans les cosmétiques (son parcours est à retrouver dans ce podcast réalisé avec Courrier Cadres²).

En matière de politique monétaire, le positionnement de Kevin Warsh a considérablement changé. Durant et après la crise de 2008, il a défendu une politique monétaire restrictive afin de lutter contre l'inflation, alors même que le chômage était élevé et l'inflation faible. Ce positionnement à rebours de la politique monétaire traditionnelle lui a valu de virulentes critiques, par exemple de la part de Paul Krugman³.

Plus récemment cependant, il s'est montré favorable à une forte baisse des taux⁴, alors même que le chômage demeure faible et que l'inflation montre de légers signes de reprise. Ce basculement de « faucon » (partisan de la lutte contre l'inflation) à « colombe » (partisan de la lutte contre le chômage) est surprenant et difficile à comprendre du point de vue de la cohérence de l'analyse économique.

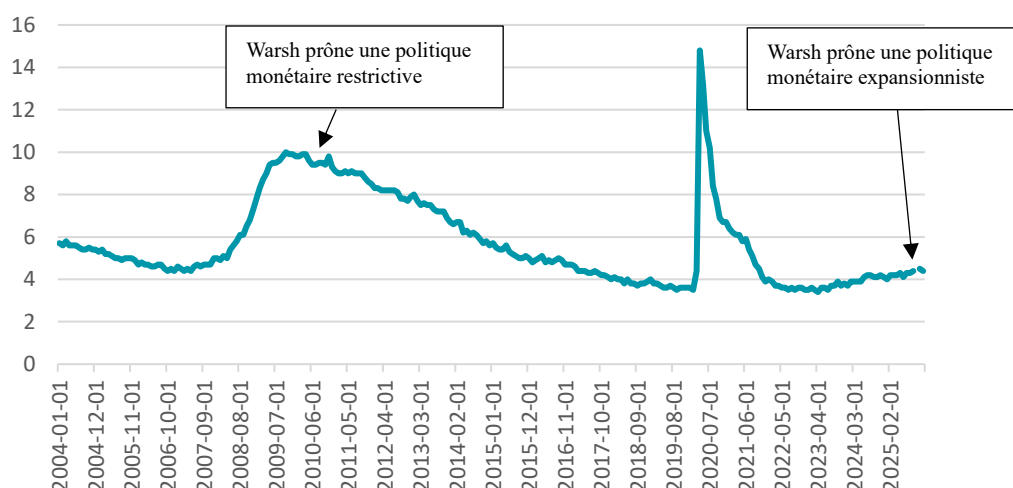
¹ <https://www.lesechos.fr/2017/10/etats-unis-cinq-favoris-pour-diriger-la-fed-184731>

² <https://courriercadres.com/52-entrepreneur-de-legende-estee-lauder/>

³ <https://paulkrugman.substack.com/p/remembrance-of-kevin-warsh-past>

⁴ <https://www.youtube.com/watch?v=abTvG3NtrKQ>

Taux de chômage aux Etats-Unis (source fred)



2. Un changement d'opinion qui présente un risque pour l'indépendance de la banque centrale

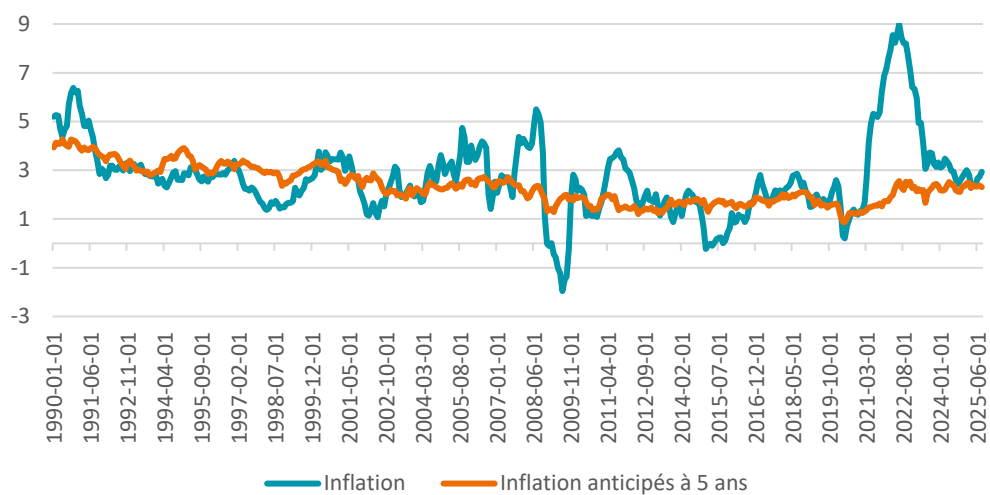
Les raisons qui ont conduit Kevin Warsh à changer radicalement sa vision de la politique monétaire demeurent incertaines. On peut y voir la marque d'un esprit ouvert, capable d'évoluer dans ses opinions. Après tout, le dicton populaire veut que seuls les imbéciles ne changent jamais d'avis.

Une autre hypothèse, moins favorable, est que Kevin Warsh se soit délibérément aligné sur les positions de Donald Trump, qui ne fait pas mystère de son désir que la banque centrale baisse ses taux directeurs.

Dans ce cas, il est à craindre une politique monétaire beaucoup trop expansionniste, qui risquerait de générer une inflation excessive et des bulles sur le prix des actifs (immobilier, actions, crypto-actifs).

De plus, l'indépendance de la Réserve fédérale serait gravement compromise. Cette situation serait grandement préjudiciable puisque, jusqu'à présent, la crédibilité de la banque centrale l'aidait dans sa maîtrise de l'inflation : chacun s'attendant à ce que la banque centrale agisse pour freiner l'inflation, les anticipations d'inflation demeurent stables, ce qui facilite la stabilité des prix puisque l'inflation présente une forte composante auto-réalisatrice. Si la politique monétaire devenait conduite en fonction de considérations politiques (des taux bas stimulent l'activité à court terme, donc la popularité du président en place), les anticipations d'inflation seraient modifiées et il deviendrait plus difficile pour la banque centrale de contrôler les prix. Pour freiner l'inflation, la banque centrale devrait alors retrouver sa crédibilité en imposant une forte hausse des taux et donc une forte hausse du chômage.

Inflation et inflation anticipés aux Etats-Unis (%, source Fred)



30 janvier 2026

Sylvain Bersinger, économiste et
fondateur du cabinet Bersingéco

contact@bersingeco.fr

